

LOUISA HANOUNE :**«Bouteflika a violé son mandat»**

Considérant que le pays est dans un état d'esprit pré-révolutionnaire, Louisa Hanoune appelle à encadrer la combativité des travailleurs, des jeunes pour barrer la route aux oligarques et leurs complices. Un nouveau terrorisme version Daesh, estime-t-elle.

M. Kebci-Alger (Le Soir) - C'est là, la principale résolution du comité central du PT réuni vendredi et samedi derniers en session ordinaire et dont la secrétaire générale a fait part, hier, lors d'une conférence de presse. Une résolution qui signifie la fin de la grâce que le parti a, jusqu'ici, concédée au président de la République et dont les dernières décisions et démarches ont eu raison.

Il y a d'abord le message au secrétaire général du FLN «attribué» au président de la République. Un message «inédit, hideux», pas digne de notre pays», dit-elle, estimant que Abdelaziz Bouteflika a, de la sorte, violé son mandat lui qui a été réélu en tant que candidat indépendant et qui s'est toujours dit «le

Président de tous les Algériens». Et d'aller plus loin en affirmant que la «mission présidentielle a été «très réduite». Une lettre à laquelle a succédé, ensuite, une autre, celle du vice-ministre de la Défense nationale et chef d'état-major de l'ANP au même Amar Saâdani.

Une missive que Hanoune qualifie de «dérive dangereuse et anti-constitutionnelle. Elle constitue un facteur de déstabilisation et de la fragilisation de la colonne vertébrale du pays». Ceci avant qu'elle n'estime qu'elle ne constitue point une continuité du message de Boueflika mais plutôt «une preuve d'une concurrence féroce entre plusieurs cercles d'intérêts au sein même de la présidence de la République». «On est en train



Louisa Hanoune.

d'assassiner l'Algérie au nom du président de la République», lâche-t-elle, qualifiant cette multitude de démarches et de décisions dans une stratégie de «pratiques subliminales inédites ayant pour but d'atteindre la capacité de dis-

cernement en installant la terreur et dire que les jeux sont faits».

Des décisions, qui, ajoute-t-elle, préparent l'avènement de l'irréparable. Ceci même si elle estime que «la roue de l'Histoire ne fait pas marche arrière. C'est au

mieux ou au pire». Et parce que le bateau Algérie est «ivre comme s'il n'y avait personne au gouvernail, sans boussole, pouvant chavirer et sombrer à tout instant», la mafiotisation de l'économie se fait à grande échelle avec une cascade de scandales de corruption et qu'il y a une «tendance généralisée à la prédation» et «une caporalisation des institutions et du gouvernement», et qu'il n'y a pas de volonté politique pour retourner au peuple, la secrétaire générale du PT appelle à «encadrer la combativité des travailleurs, des jeunes pour barrer la route devant les oligarques et leurs complices».

«Seul le peuple est capable de se faire une issue car sa patience a trop duré. C'est un processus constituant par le bas pour chasser l'oligarchie et ses parrains. Les Algériens prennent conscience et font preuve de maturité et nous sommes un facteur de clarification», explique Hanoune.

M. K.

RND : AHMED OUYAHIA REVIENT ET ANNONCE LA COULEUR :**«Nous allons reconstituer un pôle des partis au gouvernement»**

Ahmed Ouyahia a donc officialisé son retour à la tête du Rassemblement national démocratique dès hier. A peine une dizaine de minutes auront suffi pour formaliser ce retour, à l'ouverture de la réunion de la session du conseil national du parti, tenue à la Mutualité de la Centrale syndicale à Zeralda. Candidat unique à la succession d'Abdelkader Bensalah, qui avait brillé par son absence à l'occasion, Ouyahia se fait plébisciter allègrement par le conseil national. A main levée.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Immédiatement après, le ministre d'Etat, directeur de cabinet à la présidence de la République entame sa mission, comme secrétaire général par intérim du parti, en attendant la tenue d'un congrès extraordinaire début 2016. D'emblée, également, il annoncera la couleur : «J'étais, je suis et je demeurerai le frère et compagnon de chaque militant du parti sans distinction de rang, ni d'appartenance de quelque nature que ce soit, et encore plus, sans esprit de revanche ni volonté d'exclusion, car ma mission est d'abord de rassembler nos rangs.» Le propos s'adresse, bien sûr, à tous ceux qui nombreux parmi les cadres du parti avaient, fin 2012, mené une guerre sans merci contre lui.

A l'époque, Ouyahia, qui avait quitté le gouvernement, était, il est vrai, en position de faiblesse. Il joindra même le geste à la parole. Ouyahia, qui a préféré annoncer la composante du nouveau bureau national à l'ouverture même des travaux de la session, y a intégré l'ex-maire d'Alger-Centre, Tayeb Zitouni, l'un des chefs de file les plus virulents de la cabale menée contre lui en 2012.

Dans ce même bureau, l'on notera l'autre grand retour, celui du ministre de l'Industrie et des Mines, Abdesselam Bouchouareb. Y sont également désignés, le ministre de la Culture Azzedine Mihoubi, le ministre de l'Enseignement supérieur, Mohamed Mebarki, l'ancien ministre des Moudjahidine

Mohamed Cherif Abbès, entre autres. Mais le vrai défi d'Ouyahia n'est pas d'ordre «organique» propre au parti. Sa mission est nationale.

Celle-là même qui a plaidé pour son retour sur l'arène publique, décidé par Abdelaziz Bouteflika il y a plus de six mois déjà ! Sans détour, Ouyahia annoncera, dès son premier discours comme patron du RND, un grand chantier politique : «Notre Rassemblement (le RND) appelle les partis avec lesquels il partage des choix politiques majeurs, à travailler ensemble au sein d'un pôle destiné à conforter collectivement notre soutien au président de la République et à renforcer la voix de la majorité.» Il ajoutera clairement : «Cet appel, nous l'adres-

sons à ce stade, à nos amis du parti du Front de libération nationale, que nous félicitons pour le succès de leur 10^e congrès. Le même appel va aussi à nos amis au sein du parti TAJ et du MPA.»

Le TAJ, parti du ministre du Tourisme, Amar Ghoul, sera le premier à y répondre favorablement, de manière officielle, via un communiqué rendu public dans l'après-midi d'hier.

Le MPA et le FLN ne manqueront pas de répondre à cet appel. Non pas qu'il émane du RND seulement, mais surtout de la part du directeur de cabinet de Abdelaziz Bouteflika en personne. Ouyahia dira, à ce propos, «à chaque fois que la situation l'exigeait, nous l'avons fait. Nous l'avons fait en 1997 avec la coalition gouvernementale, nous l'avons fait en 2003 et 2004 avec l'Alliance présidentielle et nous le faisons aujourd'hui en appelant à la constitution d'un pôle politique, un front», pour donner un prolongement sur le terrain au programme présidentiel. Il est également question de fédérer ces partis au gouvernement pour faire



Ahmed Ouyahia.

face à l'opposition. Ouyahia l'insinue d'ailleurs, à sa manière : «Notre parti sera disponible aussi pour toute concertation entre partis autour de l'amélioration de la gouvernance du pays, mais il s'opposera également à toute tentative de substituer la volonté de conclaves politiques aux choix

souverains du peuple par la voie des urnes.»

Ouyahia, qui fera renouer le RND avec les grands débats publics, en dira certainement davantage au cours d'une conférence de presse qu'il anime aujourd'hui jeudi.

K. A.

LE RCD RÉPLIQUE À GAÏD SALAH :**«Votre lettre est une agression insupportable»**

Le RCD n'a pas tardé à répliquer, à son tour, au dernier message du vice-ministre de la Défense nationale et chef d'état-major de l'ANP adressé au secrétaire général du FLN.

Dans un communiqué rendu public, hier, le parti qualifie tout de go cette missive de «félicitations-allégeance» engageant l'institution militaire dans des conflits partis sans qui signe son immixtion publique, manifeste et assumée dans les luttes politiques». Et d'es-

timer que seule une «décision forte» peut éviter à l'état-major d'assumer une dérive visant à aspirer l'armée dans des aventures aux conséquences imprévisibles».

Pour le RCD, l'Algérie vient de subir, via cette lettre, «une nouvelle agression contre le fonctionnement de ses institutions élargissant ainsi le dissensus national». Une agression «d'autant plus insupportable qu'elle met à mal la cohésion de l'armée et menace l'avenir du pays et qu'elle est l'œuvre de celui qui est censé

veiller à l'unité de cette institution républicaine».

Cette dérive impardonnable met, selon lui, «l'Armée nationale sous l'emprise, voire sous la tutelle d'un parti politique et la fait sortir du rôle qui lui est constitutionnellement dévolu». Elle est d'autant plus grave, ajoute-t-il, qu'elle survient dans une «conjoncture où les tensions géopolitiques régionales et le danger que fait peser le terrorisme sur nos frontières menacent la stabilité et la sécurité de la Nation. La remise en cause de la neutralité politique, même de façon

de, affichée jusque-là par l'armée accentue le sentiment d'insécurité déjà latent dans la société».

Appelant à la «responsabilité et à une plus grande vigilance», le RCD estime que l'Algérie a plus que jamais besoin d'un changement radical et d'un renouveau des élites y compris au sein de l'armée et non de réédition de scénarios écrits par les officines et joués par des acteurs interchangeables, vieillissants, issus et au service du système responsable du malheur algérien».

M. K.